

## Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Participation Citoyenne (CADEPAC)

Newslettter n° 03/2024/CADEPAC

 JAN - AVR 2024

**Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Participation Citoyenne, phase 3 (DEPAC-3)**

**Stratégie de mise à l'échelle des expériences du DEPAC par la CADEPAC:  
Un processus d'homologation de 06 modules de formation avec l'ENAM**

P. 09



**DEPAC-3:**  
**Une mission de la Direction du Développement de la Coopération suisse à l'épreuve du terrain à Koudougou et Poa** P. 03



**P. 12** **Fonds de contingence de la Coopération suisse :**  
**L'appui à la résilience des PDI et populations hôtes est en marche**



**Mise en œuvre de la S-DELCoT du Centre-Ouest:**  
**Le Conseil régional a acquis 05 métiers à tisser à larges bandes au profit de 05 coopératives féminines** P. 05



Suivez notre actualité sur [www.cadepac.com](http://www.cadepac.com)





**Guy DÉRIAZ,**

*Chef de file du Consortium GAC*

**Chères lectrices, chers lecteurs,**

Après la première année complète d'intervention de la 3<sup>ème</sup> phase du programme DEPAC (prévu pour 2023 à 2026), on entre maintenant dans le vif du sujet avec l'approfondissement des partenariats entre les mandataires du programme et les institutions régionales et nationales.

Durant cette dernière phase du programme (phase de *phasing-out*), il convient d'être particulièrement attentif à impliquer systématiquement les acteurs locaux, à travers leurs institutions respectives dans toutes les actions du programme afin d'assurer au mieux le passage de témoin et garantir ainsi la pérennité des actions et innovations développées dans le cadre du programme. C'est ce que s'emploie à mettre en place avec diligence l'équipe de la CADEPAC.

Ce partage d'expériences se traduit en particulier par des visites de terrain conduites en commun pour apprécier et valider les résultats des interventions menées par les communautés locales avec l'accompagnement de la CADEPAC.

Le renforcement des liens entre les responsables des institutions régionales et nationales et la CADEPAC nous semble essentiel pour faciliter la bonne compréhension mutuelle des enjeux et ainsi garantir au mieux le transfert de savoir-faire. Les missions communes de terrain sont clairement un très bon moyen pour raffermir ces liens, et le GAC a toujours soutenu ce type de collaboration.

Cette période de début d'année est aussi le temps de l'évaluation du passé. À ce titre, la CADEPAC accompagne les CT à conduire leur propre auto-évaluation. En dehors des résultats de ce bilan toujours très intéressants pour des responsables locaux afin d'améliorer leurs performances, la démarche d'auto-évaluation reste un outil incomparable en termes de renforcement des capacités d'analyse et de formation des responsables. Cette démarche a toujours été promue par la CADEPAC et offre de belles perspectives aux CT qui en font l'expérience. Encore une démarche qui demande à être bien partagée avec les

institutions nationales en charge de la décentralisation pour envisager la généralisation du modèle à toutes les CT.

Certes, la situation sécuritaire ne facilite pas la conduite du programme et n'autorise pas à se déplacer dans toutes les zones d'intervention du programme. Malgré cela, l'équipe de la CADEPAC redouble d'effort pour rester présente au côté des collectivités territoriales et poursuivre cette fameuse approche d'accompagnement qui responsabilise en premier lieu les acteurs locaux.

C'est aussi grâce à la flexibilité de la Coopération suisse (DDC), financeur du programme DEPAC, que nous pouvons intervenir de manière ciblée et pertinente avec les CT partenaires, où qu'elles se situent.

Le programme poursuit sa route et la CADEPAC continue d'être très active en collaboration directe avec les acteurs de la décentralisation et en particulier les institutions centrales.

C'est ce que vous pourrez lire à travers les résumés des actions de la CADEPAC durant ce dernier trimestre dans cette Newsletter n°03.

Excellente lecture !



## Les approches développées par le Consortium GAC dans le cadre du DEPAC

- ✓ la maîtrise d'ouvrage public local total (MOPLT)
- ✓ la gestion financière et la reddition des comptes par les CT et le contrôle à posteriori
- ✓ les initiatives de développement économique local (DEL)
- ✓ la mesure des performances des collectivités territoriales
- ✓ l'assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMO)
- ✓ la maîtrise d'oeuvre sociale (MOS)
- ✓ l'accompagnement des initiatives inter-collectivités
- ✓ la gestion, entretien et maintenance (GEM)

## DEPAC-3 : UNE MISSION DE LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION SUISSE À L'ÉPREUVE DU TERRAIN À KOUDOUGOU ET POA

Une délégation de la Direction du Développement de la Coopération suisse (DDC) au Burkina Faso accompagnée des mandataires du programme d'appui à la Décentralisation et Participation Citoyenne (DEPAC) ont effectué une mission de suivi/supervision des activités, le mardi 30 janvier 2024, à Koudougou et Poa. À Koudougou, la mission a échangé avec une équipe de la délégation spéciale régionale du Centre-Ouest sur les acquis du



La délégation à l'étape de la visite du CSPS de Yaoghin, à Poa

programme DEPAC, avant de prendre connaissance du contexte de mise en œuvre avec les acteurs du terrain.

Dans la commune de Poa, la mission a visité une piste rurale réalisée par la méthode Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO), par HELVETAS. Longue de six (06) kilomètres, la piste réalisée en 2021, relie les villages de Worodo-Noessin-Gogo. Toujours à Poa, la mission a visité un Centre de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) dans le village de Yaoghin, réalisé en 2017 par la commune avec l'appui du Consortium GAC. La délégation a enfin échangé avec les membres du panel de contrôle citoyen de la commune de Poa, mis en place par le Laboratoire Citoyennetés (LC), ainsi que les membres du comité GEM (Gestion-Entretien-Maintenance) de la commune.

Cette sortie-terrain qui entre dans le cadre de la mise en œuvre du programme DEPAC-3, financé par la Coopération suisse, a été organisée conjointement par l'ensemble des mandataires du programme.

Lire la suite : <https://civitac.org/spip.php?article3471>

### Séline BEZZOLA, Responsable du domaine gouvernance et démocratie de la Coopération suisse au Burkina Faso



*« Pour moi ce qui était plus intéressant de voir, c'est l'engagement de la population. Les infrastructures ne sont pas seulement construites et mises à disposition, mais il y a vraiment toute une organisation autour de sa gestion, son entretien et sa maintenance.*

*Il est vrai que certaines infrastructures datent de 2016-2017, mais on voit aujourd'hui qu'elles sont en bon état, sont utilisées et la population est contente. On peut dire que ce sont des projets qui ont vraiment réussis ».*

### Barbara Dietrich, Directrice des Programmes Internationaux de HELVETAS en Suisse

*« C'était très intéressant pour moi de constater de visu les réalisations. Ça m'a fait plaisir de voir les projets mis en œuvre, de rencontrer nos partenaires, mais surtout de savoir que les réalisations sont bénéfiques aux populations. Jusque-là, c'est de loin que je lisais ce qui se passait dans le cadre des réalisations de DEPAC. Et maintenant j'ai pu voir et comprendre de visu ce qui a été réalisé ».*



# PROGRAMMATION DES ACTIVITÉS DU DEPAC-3 DE L'ANNÉE 2024 : LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION SUISSE A ÉCHANGÉ AVEC LES MANDATAIRES DE MISE EN ŒUVRE

Une année après le démarrage effectif des activités du DEPAC-3, les mandataires du programme (Consortium HELVETAS-GAC et Laboratoire Citoyennetés) et la Direction du Développement de la Coopération suisse (DDC) au Burkina Faso ont tenu une séance de travail, le lundi 29 janvier 2024, à Ouagadougou. Cette activité a permis de faire le bilan de l'exécution du Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2023, d'examiner la programmation des

activités de l'année 2024, d'échanger sur la stratégie d'intervention et les synergies autour de la stratégie de transfert des innovations du DEPAC retenues au profit du système national. En rappel, l'objectif global de cette troisième phase est d'« Assurer aux populations des collectivités territoriales (CT) un accès équitable et inclusif à des infrastructures et des services publics de qualité, dans le respect des référentiels de la décentralisation du

Burkina Faso et de la cohésion sociale ». Le programme est structuré autour de deux (02) axes : Axe1 : « Participation citoyenne et redevabilité y compris cohésion sociale et promotion de la paix ainsi que l'appui à l'ADCT » et

Axe 2 : « Assistance à la planification économique et à la maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales, y inclus leur capacité de réponse aux défis humanitaires ainsi que l'appui à l'ADCT ».



Photo de famille de l'équipe de la DDC avec les mandataires du programme DEPAC

## FÉVRIER 2024

### RÉGION DU NORD : MISE EN ROUTE DES ACTIVITÉS D'APPROPRIATION DE LA S-DELCoT

Les régions (collectivités territoriales), en tant que portes d'entrée du développement au niveau local, doivent créer une dynamique de développement économique territoriale afin de disposer de programmes d'investissements

structurants en vue de faciliter l'émergence des secteurs productifs. C'est dans ce sens que les régions du Nord et du Centre-Ouest identifiées par le Secrétariat Permanent de la Conférence Nationale de la Décentralisation

(SP/CONAD), comme régions pilotes ont élaboré leurs premières stratégies de développement économique local et cohérence territoriale (S-DELCoT) avec l'appui du consortium GAC.

Pour présenter le contenu de sa stratégie adoptée par la délégation spéciale le 22 juin 2023, le Conseil Régional du Nord a organisé le jeudi 08 février 2024, à Ouahigouya, un atelier de diffusion de la S-DELCoT pour mettre au même niveau d'information tous les acteurs décentralisés des

trente-et-une (31) communes de la région ; et cela dans le but de faciliter la mise en œuvre de ladite stratégie.

La rencontre a été le lieu de présenter les enjeux de la stratégie, sa vision, le portefeuille de projets retenus,

d'échanger sur la stratégie et de formuler des recommandations pour sa mise en œuvre réussie.

Cette rencontre a connu la participation des autorités administratives de la région, les Services Techniques Déconcentrés (STD), les organisations de la société civile (OSC) et socio-

professionnelles, le secteur privé, les représentants de communautés religieuses et coutumières, la Direction Générale des Collectivités territoriales (DGCT), l'Agence Nationale d'Appui au Développement des Collectivités Territoriales (ADCT), l'Agence pour la Promotion de l'Entrepreneuriat Communautaire (APEC), et le Secrétariat Permanent de la Conférence Nationale de la Décentralisation (SP/CONAD).



Les acteurs de la région du Nord ont assisté à la présentation des enjeux de la stratégie